

CR de l'apérEAU du 1er février 2021

**Pour une démarche participative dans les risques
environnementaux : l'exemple du programme CO-construction de
Stratégies d'Adaptation au changement climatique en Côte d'Opale
(COSACO)**

Anne-Peggy Hellequin, professeure de géographie à l'université Paris Nanterre, et Caroline Rufin-Soler, maîtresse de conférence en géographie à l'université Côte d'Opale ont présenté leurs travaux de recherche-action qui mettent en œuvre une démarche participative dans la gestion des risques environnementaux, menée dans le cadre du projet CO-construction de Stratégies d'Adaptation au changement climatique en Côte d'Opale (COSACO).

Dans le contexte du changement climatique, le littoral du nord de la France est soumis à une intensification des phénomènes d'érosion littorale et de submersion marine qui dans les prochaines décennies pourraient venir menacer habitations et autres installations humaines. Sur plusieurs sites de la Côte d'Opale, face au recul du trait de côte déjà amorcé, l'État a prescrit un Plan de Prévention des Risques Littoraux dans la mesure où à l'horizon 2100, certains secteurs littoraux pourraient se retrouver submerger. Ce document qui met en question habitations et activités humaines localisées sur le littoral se trouve donc au cœur de tensions entre population locale, associations, élus locaux et collectivités territoriales.

Dans le cadre du projet COSACO, financé par la Fondation de France, une équipe de chercheurs pluridisciplinaire (géographes, géomorphologues, sociologue et physicien) s'est intéressé aux conséquences potentielles du changement climatique sur le littoral de la Côte d'Opale en impliquant les habitants dans une recherche-action dans le but final de mettre en œuvre une co-construction des stratégies d'adaptation. Le travail mené pendant 3 ans, de 2016 à 2019, s'est concentré dans deux communes du Nord-Pas-de-Calais, Wissant et Oye-Plage, où le retrait du trait de côte se fait extrêmement rapide. Grâce à leurs qualités paysagères (falaises pour l'un, polder pour l'autre), ces deux sites sont très attractifs pour le tourisme et les résidences secondaires. Dans chacune des communes, dans les années 1970, des lotissements ont été construits en arrière du cordon dunaire. Pour analyser les relations des habitants à leur environnement sous l'angle de la vulnérabilité et des modalités d'adaptation, le projet a consisté en la mise en œuvre d'une démarche participative, du suivi de l'évolution du trait de côte local à l'élaboration de scénarii d'adaptation. Le projet a ainsi donné lieu à

16 rencontres, des réunions publiques régulières, des ateliers participatifs autour de 3 thèmes définis avec les participants, à savoir usages (agriculture, tourisme, plage), gouvernance (qui gère les risques et que puis-je faire en tant qu'habitant ?) et retours d'expériences habitantes mais aussi à de nombreux sondages et entretiens, complétés par une enquête par questionnaire.

La présentation d'Anne-Peggy Hellequin et de Caroline Rufin-Soler revenait principalement sur les aspects méthodologiques de la mise en œuvre d'une démarche participative portée par une équipe scientifique dans le cadre d'un processus de gestion des risques. En effet, la littérature et les retours d'expériences passées insistent sur les obstacles que peut rencontrer un tel projet participatif : les participants ont tendance à disparaître au fil du processus qui s'inscrit dans une période de temps assez longue (quelques années), bien souvent les participants ne sont pas représentatifs de l'ensemble des riverains (les plus investis sont potentiellement ceux qui ont le plus de moyens pour participer : temps libre, moyens économiques, facilité de prise de parole), une telle démarche peut aussi susciter des attentes de la part des participants que les instigateurs sont bien en peine de satisfaire ce qui peut être à l'origine de sentiment de déception voire d'abandon à l'issue de la démarche, les réunions publiques peuvent donner lieu à des conflits entre participants et peuvent ainsi échouer en termes d'espaces de délibération, etc.

Pour dépasser ces écueils, les chercheurs du projet COSACO ont mis en œuvre un certain nombre de dispositifs qui visent à favoriser une participation diversifiée. La démarche participative s'est organisée autour de 3 axes : d'abord la mise en valeur de l'apport des habitants à travers la collecte d'articles de presse, de témoignages, de cartes postales et d'ouvrages divers afin de créer un recueil de mémoire photographique ; ensuite l'implication des habitants dans le projet à travers l'observation photographique, un projet de cartographie collaborative avec l'outil rivages du CEREMA et une approche par levées topographiques ; et enfin l'approche participative à proprement parler constituée de réunions publiques et d'ateliers participatifs.

Pour ces derniers, l'équipe de chercheurs a notamment choisi des dates et des horaires qui permettent au maximum de personnes d'être présentes : le vendredi soir et samedi matin, notamment dans un contexte où les résidences secondaires sont nombreuses. A l'échelle des réunions publiques elles-mêmes, la gestion du temps a aussi été un élément important pour éviter une monopolisation du temps de parole par des « leaders ». De plus, la cohérence et la continuité entre chaque atelier était rendue possible par la présentation des résultats d'une rencontre sur l'autre.

Par ailleurs, dans le cadre des ateliers qui proposaient l'élaboration de cartes mentales, de cartes participatives et de schémas d'acteurs, une attention particulière a été portée au choix de la cartographie et d'une sémiologie graphique qui permette une appropriation rapide par tous les publics. De plus, l'information scientifique concernant les effets du changement climatique sur le secteur était disponible en ligne, accompagnée de schémas explicatifs et de fiches techniques pour faciliter la compréhension. Dans ce travail, les intervenantes soulignent l'importance de la dimension pédagogique et didactique, portée par des enseignants-chercheurs expérimentés. Pour laisser la place à chacun des participants, les chercheurs ont fait le choix de porter un discours unifié, sans entrer dans le détail de la spécialité de chacun et ont fourni notamment une adresse e-mail collective et ont construit un site internet unique et institutionnel, le site du projet COSACO. Les salles de réunions ont aussi été agencées afin que les frontières physiques entre chercheurs et habitants soient abolies.

Pour faire connaître la démarche et inclure le plus grand nombre de participants, un plan de communication soutenu par l'université de Côte d'Opale a été mis en place par différents moyens : courriers dans les boîtes aux lettres, affiches, journal municipal, information dans la presse.

Anne-Peggy Hellequin et de Caroline Rufin-Soler soulignent qu'une autre des conditions à la mise en œuvre – et la réussite d'ensemble – d'un tel projet tient à la cohésion de l'équipe qui a pu rester la même au fil des 3 ans de la recherche-action, composée de chercheurs expérimentés et titulaires (moins en quête de publications donc, dans un contexte où la recherche-action ne permet pas la publication rapide des résultats) menée par un véritable choix éthique, celui de mettre l'université au service des citoyens et des habitants. Dans le cadre du projet, le public a bien été présent même si l'équipe de recherche a pu remarquer qu'il était en fait assez volatile puisque des personnes différentes se présentaient d'un atelier à l'autre. Les rangs dans la salle se sont aussi organisés en fonction des statuts et des intérêts des participants : les membres du monde associatif se trouvaient ainsi bien souvent assis ensemble aux premiers rangs, de même que les élus locaux. De même des dissensions ont pu se faire jour entre participants. Cependant, celles-ci peuvent être limités quand on arrive à identifier les communautés de résidents : les natifs de la région/ les nouveaux résidents ; les résidents principaux/ les résidents secondaires ; les habitants de la digue (protégés)/ les résidents de la dune (vulnérables)

Au fil du processus de participation, les chercheurs ont pu constater que se créait progressivement une relation de confiance, sans pour autant effacer totalement des sentiments de défiance vis-à-vis de l'État, voire dans certains cas de la condescendance de la part de certains résidents secondaires issus des catégories socio-professionnelles supérieures voire du monde universitaire.

Le programme de réunions publiques et d'ateliers participatifs s'est clôt le 21 Novembre 2019 avec la grande journée de restitution organisée par le projet COSACO où se sont retrouvés tous les acteurs impliqués, habitants, gestionnaires ainsi que services de l'État. Pour souligner encore à quel point les conditions matérielles et les conditions d'accès sont cruciales dans la mise en œuvre d'une démarche participative réussie, les deux intervenantes expliquent que la journée s'est tenu dans un hôtel (et non pas l'université), situé sur la côte, à mi-chemin entre les deux communes et qu'un bus avait été mis à disposition afin de transporter les participants. Enfin, ce travail de recherche-action impliquant les habitants a permis de dépasser les représentations qui sont véhiculées dans la presse qui montrent des populations locales qui refusent de replier leurs activités en arrière du littoral malgré les risques avérés de submersion marine. En effet, au cours du processus de participation et de co-construction des stratégies d'adaptation possibles au recul du trait de côte, les habitants se sont montrés de plus en plus convaincus par les options « s'adapter selon les enjeux » (par exemple recharger artificiellement une plage qui tend à reculer) et « relocaliser les biens et les activités vers l'intérieur des terres ».

Les eaux de la concorde. Constitution d'un espace de gouvernement régional de l'eau douce en Afrique australe

La présentation de post-apérEAU proposée par Paul-Malo Winsback, doctorant en sciences politiques à l'IEP de Toulouse portait sur la mise en œuvre de la coopération internationale autour de l'eau douce dans le bassin versant du Limpopo (Afrique du Sud, Botswana, Mozambique, Zimbabwe). Dans le cadre de ses recherches de thèse, il s'intéresse à la mise en place d'un ordre institutionnel de l'eau douce en Afrique australe, structuré par une hiérarchie qui lui est propre et compose de structures nombreuses au point de former un véritable gouvernement régional qui tait cependant son nom. En effet, Paul-Malo Winsback montre que ce gouvernement de l'eau n'est pas défini et ne correspond pas à une structure figée, au contraire il fonctionne au gré des rencontres et de l'entrelacement entre nombreuses institutions et agences de gestion de l'eau qui passe par la constitution d'un groupe de professionnels de l'eau (haut-fonctionnaires, ingénieurs, etc) qui naviguent entre les institutions et les frontières.